

Lettre du CAC 83 n° 34/2015 5 novembre 2015

Compte rendu de la réunion du 3 novembre 2015

Présents : BRUGUIER Roger, COCHENNEC Guy, DE ROBERTIS Cristina, FREDON René, LERNOUT Anne Françoise, GUYETAND Marie Noëlle, MARFAING Jean Louis, PASCAL Henri, TAURINES Jean Jacques.

Excusés : PARIZOT Jean, SERVIERES Roger

CHITS et autres

A quelques mois d'intervalles la Cour Régionale des Comptes PACA a adopté trois rapports concernant des établissements publics de l'aire toulonnaise : le CHITS, le SITTOMAT et l'Office Public de l'Habitat de Toulon (voir les références de ces rapports dans l'encadré en page 3). Deux de ces rapports révèlent que le CHITS et le SITTOMAT ont contracté des prêts toxiques.

Pour le CHITS le rapport est particulièrement accablant, soulignant les « positions spéculatives » de la direction de l'hôpital : *« En outre, alors qu'elle en connaissait les risques, la direction de l'hôpital a, à compter de 2007, engagé l'établissement sur des positions spéculatives à haut risque sur des durées longues (jusqu'en 2043), afin de réaliser des gains financiers à très court terme »* La renégociation de ces prêts a entraîné le paiement d'une indemnité de 12 M€ alors que la direction de l'hôpital avait déclaré aux « instances de gouvernances » que cette indemnité s'élevait à 5 M€. Ces deux prêts avaient été contracté l'un, en mai 2008, auprès de la banque JP Morgan pour un montant de 28 500 000€, et dont le taux d'intérêt était indexé sur les

variations euros/francs suisse, l'autre en janvier 2009, auprès de la Deutsche Bank, pour un montant de 19 704 000€ et dont le taux d'intérêt faisait l'objet d'un montage complexe incluant entre autres les variations yen/dollar.

De son coté le SITTOMAT avait fait, en 2007, un prêt auprès de la Caisse d'Epargne, au taux d'intérêt indexé sur l'évolution des taux du yen et de la livre anglaise ; le taux d'intérêt de ce prêt est passé, en 2008, de 3,75 % à 11 %. L'emprunt a été renégocié en mai 2009, le SITTOMAT souscrivant un nouvel emprunt au taux de 2,65 % en échange d'un paiement d'une indemnité de 1 135 188€, payable en quatre ans.

Ainsi l'on peut voir des établissements publics de l'aire de TPM se faire fortement critiqué par la Cour Régionale des Comptes, quant ce ne sont pas des infractions qui sont pointée comme l'on peut lire dans un communiqué de la Cour du 24 septembre 2014 : *« Les contrôles de la chambre ont montré que la gestion du SITTOMAT et du SMIDDEV au cours de la période examinée (exercices 2008 et suivants) avait été marquée par de nombreuses infractions aux règles de la commande publique dont l'occurrence a certainement été favorisé par la position*

quasi monopolistique dont bénéficie un opérateur varois sur les territoires desservis par les deux syndicats mixtes». Il s'agit de Pizzorno

Face à cette situation, à l'écho qu'elle a eu dans les médias, nous décidons de rédiger, dans les jours qui viennent, une déclaration publique dénonçant cette situation, mettant en lien la gestion spéculative pour les uns, les infractions pour les autres et les politiques d'austérité, se traduisant par l'appel aux contribuables pour combler ces gestions pour le moins spéculative, par les « économies » touchant le personnel dans un service public comme le CHITS. Cette déclaration sera largement envoyée, accompagnée d'une lettre d'accompagnement spécifique à chaque secteur :

- aux organisations syndicales, en particulier celles du secteur santé
- aux organisations politiques soutenant le CAC 83
- aux associations adhérentes du CAC 83
- à l'Agence Régionale de la Santé
- au Conseil de surveillance du CHITS
- au Procureur de la République

Bien entendu cette déclaration sera aussi envoyée à la presse et diffusée le plus largement possible auprès du public.

Formation prêts toxiques

Dans l'intention d'améliorer nos compétences en matière de compréhension d'un budget communal et de pouvoir débusquer les prêts toxiques (et ainsi de demander d'accéder aux contrats afin de pouvoir les analyser), nous envisageons d'organiser, au premier trimestre 2016, une formation sur ce thème avec Olivier Thomas de l'association Anticor

Dossier prêts toxiques dans le Var

L'ébauche d'un dossier sur les prêts toxiques dans les communes du Var a été préparée. Nous essayons de le compléter en faisant appel aux lecteurs de cette lettre : nous les sollicitons pour nous

envoyer les informations qu'éventuellement ils détiendraient sur les communes concernées. La liste (établie en 2011) des communes ayant contracté des prêts toxiques est la suivante : Bormes, Brignoles, Cavalaire, Carqueiranne, Cogolin, Cuers, Draguignan, Grimaud, Hyères, La Croix Valmer, La Londe, La Roquebrussanne, La Seyne, Le Lavandou, Le Luc, Ollioules, Pierrefeu, Roquebrune, Saint Cyr, Saint Maximin, Saint Raphael, Saint Tropez, Six Fours, Sollies Pont, Toulon. Nous avons quelques informations parcellaires sur 7 de ces communes : Cuers, Draguignan, La Seyne, Le Pradet, Ollioules, Saint Raphael, Saint Tropez, Six Fours ; nous pouvons envoyer à ceux qui nous les demanderont les informations que nous avons. A terme il s'agit d'élaborer un dossier sur les prêts toxiques dans les communes et établissements publics du Var.

Film Sankara

Le film de Christophe CUPÉLIN « Capitaine Thomas Sankara » vient de sortir. Il s'agit d'un film documentaire sur Thomas Sankara, président du Burkina Faso de 1983 à 1987. Ayant conduit une politique progressiste dans ce pays, Thomas Sankara a appelé les pays africains à refuser de payer leur dette et a commencé à donner l'exemple en refusant de régler la dette du Burkina Faso. C'est sa politique qui a été à l'origine de son assassinat, organisé par Blaise Compaoré (avec la complicité entre autres de la France), que les citoyens du Burkina Faso viennent de chasser du pouvoir. Ce film peut être un support pour un débat sur la dette africaine. Nous envisageons d'organiser sur deux jours, au cours du premier trimestre 2016 une projection débat au Royal, débat animé par Nicolas SERSIRON (du CADTM) et, à destination des lycéens, une conférence à la FOL à destination des lycéens.

Des rapports de la Cour Régionale des Comptes Provence Alpes Cote d'Azur :

*« Rapport d'observations définitives sur la gestion du Centre Hospitalier Intercommunal de Toulon La Seyne sur mer Exercices 2008 et suivants » 5 octobre 2015

*« Rapport d'observations définitives sur la gestion du syndicat intercommunal de transport et traitement des ordures ménagères de l'aire toulonnaise (SITTOMAT) Var à compter de l'exercice 2008 » 24 septembre 2015

*« Communiqué de la Chambre régionale des comptes Provence Alpes Cote d'Azur sur ses rapports d'observations définitives concernant deux syndicats mixtes gestionnaires de déchets ménagers dans le département du Var » 24 septembre 2015

*« Rapport d'observations définitives sur la gestion de l'Office Public de l'Habitat de Toulon (Var) à partir de l'année 2009 » 30 octobre 2015

Vous pouvez consulter ces rapports sur le site de la Cour Régionale des Comptes PACA ou nous les demander en précisant votre adresse mail

Prochaine réunion du CAC 83 :

Mardi 8 décembre 2015 18 h.

Dans les locaux de : Union syndicale Solidaires Var

Le Luciole 36 rue Emile Vincent à Toulon

David GRAEBER :

**« La façon la plus simple de désobéir à la finance,
c'est de refuser de payer les dettes »**

La dette ? Une construction sociale, fondatrice d'un pouvoir arbitraire, estime David Graeber, anthropologue et économiste états-unien, considéré par le *New York Times* comme l'un des intellectuels les plus influents actuellement. Les pays pauvres et les personnes endettées sont aujourd'hui enchaînés aux systèmes de crédit. Diégés dans des relations basées sur la violence, les inégalités et justifiées par la morale, décrit l'auteur, dans un ouvrage qui retrace 5000 ans d'histoire de la dette. « Rembourser ses dettes » est devenu un dogme, impossible à contester. Et si, malgré tout, on décidait d'effacer l'ardoise ? Avec le mouvement Occupy Wall Street, David Graeber lance des actions de désobéissance civile pour démontrer l'absurdité du système capitaliste actuel. Entretien.

Basta ! : A quel moment dans l'histoire le crédit est-il apparu ? Qu'est-ce qu'une dette ?

David Graeber [1] : La dette est une promesse, qui a été pervertie par les mathématiques et la violence. On nous a raconté une histoire : « Il était une fois des gens qui utilisaient le troc. Voyant que cela ne marchait pas très bien, ils ont créé la monnaie. Et l'argent nous a amené le crédit. » Du troc au crédit, une sorte de ligne droite nous amènerait donc à la situation actuelle. Si on regarde plus attentivement l'histoire, cela s'est passé bien différemment ! Le

crédit a d'abord été créé. La monnaie physique est apparue quelques milliers d'années plus tard. Cela permet de poser les questions différemment : comment sommes-nous passés d'un système où les gens disaient « je vous dois une vache », à un système où l'on peut mesurer la valeur exacte d'une dette ? Ou l'on peut assurer, formule mathématique à l'appui, que « 340 poulets sont équivalents à cinq vaches » ? Comment une promesse, une obligation de remboursement, est devenue une « dette » ? Comment l'idée que nous devons une faveur a-t-elle été quantifiée ?

En quoi quantifier une dette est-elle un problème ?

Quantifiable, la dette devient froide, impersonnelle et surtout transférable : l'identité du créancier n'a pas vraiment d'importance. Si je promets de vous rencontrer à cinq heures demain, vous ne pouvez pas donner cette promesse à quelqu'un d'autre. Parce que la dette est impersonnelle, parce qu'elle peut être exigible par des mécanismes impersonnels, elle peut être transférée à une autre personne. Sans ces mécanismes, la dette est quelque chose de très différent. C'est une promesse qui repose sur la confiance. Et une promesse, ce n'est pas la négation de la liberté, au contraire, c'est l'essence de la liberté ! Être libre, c'est justement avoir la capacité de faire des promesses. Les esclaves ne peuvent pas en faire, ils ne peuvent pas prendre d'engagements auprès d'autres personnes, car ils ne sont pas sûrs de pouvoir les tenir. Être libre, c'est pouvoir s'engager auprès d'autrui.

Au contraire, le « remboursement de la dette » est devenu un dogme moral...



La dette a été transformée en une question d'arithmétique impersonnelle, en l'essence même de l'obligation morale. C'est ce processus que nous devons défaire. Il est fascinant aussi de voir le lien entre la notion de dette et le vocabulaire religieux, de constater comment les premières religions débutent avec le langage de la dette : votre vie est une dette que vous devez à Dieu. La Bible par exemple commence avec le rachat des péchés...

Devenue dogme moral, la dette justifie les dominations les plus terribles. On ne peut comprendre ce qu'elle représente aujourd'hui sans un détour par cette longue histoire de la dette comme justification morale de relations de pouvoir inégales. Le langage de la dette permet de justifier une relation de pouvoir arbitraire. Et il est très difficile d'argumenter face à un pouvoir arbitraire sans adopter le même langage.

Vous citez l'exemple de la mafia...

Parler de dette devient un moyen pour décrire des relations inégales. Les mafieux ont compris cela : ils utilisent souvent le terme de dette, même si ce qu'ils font est en réalité de l'extorsion. Quand ils annulent ou reportent certaines dettes, cela passe pour de la générosité ! C'est

comme les armées qui font payer un tribut aux vaincus : une taxe en échange des vies épargnées. Avec le langage de la dette, on dirait que ce sont les victimes qui sont à blâmer. Dans de nombreuses langues, dette, culpabilité et péché sont le même mot ou ont la même racine.

La monnaie, qui permet de quantifier précisément la valeur d'une dette, apparaît d'ailleurs dans les situations de violence potentielle. L'argent est aussi né du besoin de financer les guerres. La monnaie a été inventée pour permettre aux États de payer des armées professionnelles. Dans l'Empire romain, la monnaie apparaît exactement là où stationnent les légions. De la même façon, le système bancaire actuel a été créé pour financer la guerre. Violence et quantification sont intimement liées. Cela transforme les rapports humains : un système qui réduit le monde à des chiffres ne peut être maintenu que par les armes.

Il y a aussi une inversion : le créancier semble être devenu la victime. L'austérité et la souffrance sociale sont alors considérées comme un sacrifice nécessaire, dicté par la morale...

Absolument. Cela permet par exemple de comprendre ce qui se joue en Europe aujourd'hui. L'Europe est-elle une communauté de partenaires égaux ? Ou y a-t-il une relation de pouvoir entre entités inégales ? Est-ce que tout peut être renégocié ? Quand une dette est établie entre égaux, elle est toujours traitée comme une promesse. Nous renégocions des promesses tout le temps, car les situations changent : si je vous promets de vous voir demain à cinq heures, si ma mère meurt, je ne suis pas obligé de tenir ma promesse.



Les gens riches peuvent être incroyablement compréhensifs concernant la dette des autres riches : les banques états-uniennes Goldman Sachs et Lehman Brothers peuvent se concurrencer, mais quand quelque chose menace leur position générale de classe, soudain elles peuvent oublier toutes les dettes contractées si elles le veulent. C'est ce qui s'est passé en 2008. Des trillions de dollars de dettes ont disparu, parce que cela arrangeait les puissants. De

la même façon des gens pauvres vont être très compréhensifs les uns envers les autres. Les prêts que l'on fait à des proches sont finalement souvent des cadeaux. C'est lorsqu'il y a des structures d'inégalités, que soudain la dette devient une obligation morale absolue. La dette envers les riches est la seule à être vraiment « sacrée ». Comment se fait-il que Madagascar soit en difficulté quand il doit de l'argent aux États-Unis, mais que lorsque ce sont les États-Unis qui doivent de l'argent au Japon, c'est le Japon qui est en difficulté ? Le fait notamment que les États-Unis ont une puissante armée change le rapport de force...

Aujourd'hui, on a l'impression que la dette a remplacé les droits : les droits à la formation ou au logement se sont transformés en droit au crédit ?

Certains utilisent leur maison pour financer leur vie en contractant de plus en plus de prêts hypothécaires. Leurs maisons deviennent des distributeurs de billets. Les microcrédits pour faire face aux problèmes de la vie se multiplient, en substitution de ce qui était auparavant assuré par l'État-providence, qui donnait des garanties sociales et politiques. Aujourd'hui, le capitalisme ne peut plus offrir un bon « deal » à tout le monde. On sort de l'idée que chacun pourrait posséder un bout du capitalisme : aux États-Unis, chacun était censé pouvoir investir dans les entreprises, qui en fait exploitent chacun. Comme si la liberté consistait à posséder une part de notre propre exploitation.

Les banquiers ont aussi transformé la dette en produits bancaires, échangeables comme de la monnaie, sur des marchés financiers...

C'est incroyable ! Il y a six ans, même des gens très intelligents disaient : « Que ces gens sont brillants, ils ont créé de l'argent à partir de rien ». Ou plutôt à partir d'algorithmes tellement complexes, que seuls des astrophysiciens pouvaient les comprendre. Mais cette incroyable sophistication s'est révélée être une escroquerie ! J'ai eu récemment des entretiens avec de nombreux astrophysiciens, qui m'ont affirmé que ces chiffres ne veulent rien dire. Tout ce travail semble très sophistiqué, mais en fait il ne l'est pas. Une classe de personnes a réussi à convaincre tout le monde qu'ils étaient les seuls à pouvoir comprendre. Ils ont menti et les gens les ont crus. Soudain, un pan de l'économie a été détruit, et on a vu qu'eux-mêmes ne comprenaient pas leurs instruments financiers.

Pourquoi cette crise n'a-t-elle pas changé notre rapport à la dette ?

A cause d'un profond déficit intellectuel. Leur travail idéologique a été tellement efficace que tout le monde est convaincu que le système économique actuel est le seul possible. Nous ne savons pas quoi faire d'autre. Alors nous posons un morceau de scotch sur le problème, prétendant que rien ne s'est passé. Où cela nous mènera-t-il ? A une nouvelle panne. Mais nous entrons désormais dans une nouvelle étape : celle du jeu défensif. Comme la plupart des justifications intellectuelles du capitalisme s'effondrent, ses promoteurs attaquent aujourd'hui toutes les alternatives possibles. En Grande-Bretagne, après la crise financière, la première chose qu'ont voulu faire les responsables économiques a été de réformer le système scolaire, pour le rendre plus compétitif. En réalité, le rendre plus semblable au système financier ! Pourquoi ? Sans doute parce que l'enseignement supérieur est un des seuls espaces où d'autres idées, d'autres valeurs, peuvent émerger. D'où la nécessité de couper court à toute alternative avant qu'elle ne puisse émerger. Ce système éducatif fonctionnait pourtant très bien jusqu'à présent, alors que le système financier a failli de manière spectaculaire. Il serait donc plus pertinent de rendre le système financier semblable au système éducatif, et non l'inverse !

Aujourd'hui, aux États-Unis, des gens sont emprisonnés pour incapacité à rembourser leurs dettes. Vous citez l'exemple d'un homme condamné à la prison en 2010 dans l'État de l'Illinois pour une durée illimitée, tant qu'il n'aura pas réussi à rembourser 300 dollars...

Aux États-Unis, des gens sont emprisonnés parce qu'ils n'ont pas réussi à payer les frais de citation en justice. Alors qu'il est presque impossible de poursuivre des banques pour des saisies illégales ! Les banques peuvent toujours aller voir la police pour leur demander de vous arrêter pour défaut de paiement, même si tout le monde sait qu'il s'agit d'une saisie illégale. Pouvoir financier et pouvoir politique sont en train de fusionner. Police, collecteurs d'impôts, les personnes qui vous expulsent de vos maisons, opèrent directement dans l'intérêt des institutions financières. Peu importe votre revenu, quelqu'un signe votre expulsion [2] et la police vous fait sortir de votre maison.

Aux États-Unis, tout le monde croyait faire partie de la classe moyenne. Ce n'est pas vraiment une catégorie économique, plutôt une catégorie sociale et politique : on peut considérer que font partie de la classe moyenne les citoyens qui se sentent plus en sécurité quand ils voient un policier, que l'inverse. Et par extension, avec toutes les autres institutions, banques, écoles... Aujourd'hui, moins de la moitié des Américains considèrent qu'ils font partie de la classe moyenne, contre les trois quarts auparavant. Si vous êtes pauvres, vous supposez que le système est contre vous. Si vous êtes riches, vous avez tendance à croire que le système est avec vous. Jusqu'à présent aucun banquier n'a été mis en prison pour des actes illégaux durant la crise financière. Et des centaines de manifestants ont été arrêtés pour avoir tenté d'attirer l'attention sur ces faits.

La dette provoque toujours contestation et désordre dans les sociétés, écrivez-vous. Et depuis 5000 ans, les insurrections populaires commencent très souvent par la destruction des registres de dette...

La dette semble être le plus puissant des langages moraux jamais créés pour justifier les inégalités et les rendre « morales ». Mais quand tout explose, c'est avec une grande intensité ! L'historien britannique Moïsis Finley défendait l'argument que dans le monde antique, il n'y avait qu'une seule demande révolutionnaire : abolir les dettes, et ensuite redistribuer les terres. De la décolonisation de l'Inde à l'Amérique latine, les mouvements d'abolition des dettes semblent partout une priorité. Lors de révolutions paysannes, une des premières actions des insurgés est de trouver les registres de dettes pour les brûler. Puis les registres de propriété des terres. La raison ? La dette, c'est pire que si vous dites à quelqu'un qu'il est inférieur, esclave, intouchable. Car cela signifie : « Nous ne sommes pas fondamentalement différents, vous devriez être mon égal, mais nous avons conclu un contrat d'affaires et vous avez perdu. » C'est un échec moral. Et cela peut engendrer encore plus de colère. Il y a quelque chose de profondément insultant, dégradant avec la dette, qui peut provoquer des réactions très violentes.

Vous réclamez un jubilé, c'est-à-dire un effacement des dettes – dettes souveraines des États mais aussi dettes individuelles. Quel impact économique cela aurait-il aujourd'hui ?

Je laisse les détails techniques aux économistes... Cela supposerait notamment de revenir à un système public pour les pensions de retraite. Les précédentes annulations de dettes n'ont jamais concerné toutes les dettes. Mais certains types de dettes, comme les dettes de

consommation ou la dette souveraine des États, pourraient être effacées sans réels effets sociaux. La question n'est pas de savoir si l'annulation de dette va avoir lieu ou pas : les gens qui connaissent bien la situation admettent que cela va évidemment arriver. La Grèce, par exemple, ne pourra jamais rembourser sa dette souveraine, elle sera progressivement effacée. Soit avec de l'inflation – une manière d'effacer la dette qui a des effets délétères – soit par des formes d'annulation directe. Est-ce que cela arrivera « par en bas », sous la pression des mouvements sociaux, ou « par en haut », par une action des dirigeants pour tenter de préserver le système ? Et comment vont-ils habiller cela ? Il est important de le faire de manière explicite, plutôt que de prétendre à un simple « rachat » de la dette. Le plus simple serait de dire qu'une partie de la dette est impayable, que l'État ne garantit plus le paiement, la collecte de cette dette. Car pour une grande part, cette dette existe uniquement parce qu'elle est garantie par l'État.

L'effacement de la dette des États, c'est la banqueroute. Les experts du FMI ou de la Banque mondiale seront-ils un jour d'accord avec cette option ?

Le FMI annule actuellement des dettes en Afrique. Les experts savent que la situation actuelle n'est pas viable. Ils sont conscients que pour préserver le capitalisme financier et la viabilité à long terme du système, quelque chose de radical doit avoir lieu. J'ai été surpris de voir que des rapports du FMI se réfèrent à mon livre. Même au sein de ces institutions, des gens proposent des solutions très radicales.

Est-ce que l'annulation de dettes signifie la chute du capitalisme ?

Pas nécessairement. L'annulation de dettes peut aussi être un moyen de préserver le capitalisme. Mais à long terme, nous allons vers un système post-capitaliste. Cela peut paraître effrayant, puisque le capitalisme a gagné la guerre idéologique, et que les gens sont convaincus que rien d'autre ne peut exister que cette forme précise de capitalisme financier. Il va pourtant falloir inventer autre chose, sinon dans 20 ou 30 ans, la planète sera inhabitable. Je pense que le capitalisme ne sera plus là dans 50 ans, mais je crains que ce qui arrive ensuite soit encore pire. Nous devons construire quelque chose de mieux.

Dans le cadre du mouvement *Occupy Wall Street*, vous êtes l'un des initiateurs de la campagne *Rolling Jubilee*. Quels sont ses objectifs et son impact ?

C'est un moyen de montrer à quel point ce système est ridicule. Aux États-Unis, des « collecteurs » achètent de la dette, à 3% ou 5% du montant de la dette initiale, et vont ensuite tenter de recouvrer la totalité de l'argent en faisant payer les personnes endettées. Avec la campagne *Rolling Jubilee*, nous faisons comme ces collecteurs de dette : nous achetons collectivement nous-mêmes de la dette – ce qui est parfaitement légal – et ensuite, au lieu d'exiger leur remboursement, nous effaçons ces dettes ! Quand nous atteindrons un niveau où cela commence à avoir un effet réel sur l'économie, ils trouveront sans doute un moyen de rendre ça illégal. Mais pour le moment, c'est un bon moyen de mettre en évidence l'absurdité du système (sur cette campagne, lire notre article « *Strike debt* » : un plan de sauvetage du peuple par le peuple). En complément, nous développons le projet « *Drom* » (*Debt resistors operation manuel*) qui fournit des conseils légaux et pratiques aux personnes endettées.

La façon la plus simple de désobéir à la finance, c'est de refuser de payer les dettes. Pour lancer un mouvement de désobéissance civile contre le capitalisme, on peut commencer par là. Sauf que les gens le font déjà ! Un Américain sur sept est poursuivi par un collecteur de

dettes. 20 % au moins des prêts étudiants sont en situation de défaut. Si vous ajoutez les prêts hypothécaires, sur les 80 % de la population qui sont endettés aux États-Unis, entre un quart et un tiers sont déjà en situation de défaut de paiement ! Des millions d'Américains font déjà de la désobéissance civile par rapport à la dette. Le problème est que personne ne veut en parler. Personne ne sait que tout le monde le fait ! Comment réunir tous ces gens isolés ? Comment organiser un mouvement social si tout le monde a honte de ne pas réussir à rembourser ses dettes ? À chaque fois que vous refusez de payer une dette médicale, une dette « odieuse » créée par la collusion entre gouvernement et financiers – qui piège les gens dans des dettes que vous n'avez d'autre choix que de subir – vous pouvez dépenser votre argent pour quelque chose de socialement important. Nous voulons encourager les « coming-out » sur cette résistance au système. Fédérer cette armée invisible de gens qui font défaut, qui sont déjà sur le terrain de bataille, s'opposant au capitalisme par une résistance passive.

Bastamag – Propos recueillis (en anglais) par Agnès Rousseaux 16 Janvier 2014

Anti-K 31 octobre 2015

